

ROLE DE LA JEUNESSE ESTUDIANTINE DANS LA RESOLUTION DE LA CRISE EN CENTRAFRIQUE

Présenté par

Madame Marie Noëlle MALOT FEÏDANGAMO KOE

**Directrice des Ressources au Ministère des Petites et
Moyennes entreprises, de l'Artisanat et du Secteur
Informel**

I. INTRODUCTION

Le capital humain demeure de tout temps et dans tous les espaces la première ressource indispensable sur laquelle l'on peut fonder l'espoir pour le développement d'une nation, et la République Centrafricaine ne peut faire exception à cette règle. Certes, les dispositifs traditionnels de socialisation autrement dit d'éducation, de formation et d'insertion socio-économique des jeunes existent en Centrafrique comme dans les autres nations modernes du monde. Ce système formel d'éducation et de formation traduit par le système éducatif a toujours été le levier du développement du capital humain. Pourtant l'on ne cesse de déplorer les faibles performances et l'inadéquation de ce système quant aux résultats attendus dans ce domaine. Alors que dans le dispositif officiel existant, il est bel et bien prévu des alternatives en termes de réponses à proposer pour combler les déficits du système formel d'éducation des jeunes, très peu d'attention est accordée à ce système d'éducation extrascolaire qui fonctionne sous le label du "Ministère de la Jeunesse". A l'évidence, le peu d'intérêt accordé par les décideurs politiques et administratifs au secteur de la Jeunesse explique les incohérences et empêche ce système d'éducation extrascolaire de remplir pleinement sa fonction dans le processus de socialisation des jeunes.

L'élaboration et la mise œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Jeunesse (PNPJ) interpelle les consciences individuelles et/ou collectives, qu'il s'agisse des citoyens ordinaires ou encore des dirigeants politiques afin que, dans une dynamique de mobilisation générale, l'on puisse opérer les changements d'attitudes et de comportements nécessaires à la réalisation des résultats attendus en matière de développement humain durable en République Centrafricaine.

La PNPJ de première génération, élaborée et validée le 22 décembre 2006 n'a pas atteint les performances escomptées, du fait de la faiblesse de l'engagement des acteurs impliqués. Dès lors, il s'agit là d'un défi de premier plan à relever afin que la Politique Nationale de Promotion de la Jeunesse de 2ème génération (PNPJ-2) portée par ce document, devienne un véritable outil stratégique pour améliorer les performances du système d'éducation extrascolaire des jeunes. Il s'agit à travers la PNPJ-2, dans ce contexte de récurrence des crises militaro-politiques et de culture de violences, de mettre en œuvre des actions de transformation des mentalités et des comportements des jeunes générations, autrement dit former une nouvelle génération de

jeunes centrafricains qui soient des artisans de paix, de cohésion sociale et du vivre ensemble, des acteurs engagés pour le progrès social et pleinement impliqués

La violence et les troubles en RCA ont touché les personnes vulnérables, à savoir les femmes, les enfants et les jeunes. La plupart des jeunes sont sans emploi, ce qui en fait une cible de recrutement facile pour les groupes rebelles armés. Le taux de chômage des jeunes (pourcentage de la population active totale ayant entre 15 et 24 ans) est estimé à 12%⁵ alors que 75% de la population de la RCA (4,5 millions) a moins de 35 ans.⁶ Les jeunes en RCA ont participé au conflit, soit en tant que membres de groupes rebelles armés ou d'agents de la paix. Les jeunes jouent également un rôle important dans la négociation, l'analyse des conflits, la cohésion sociale, le dialogue national inclusif, la réconciliation, l'entrepreneuriat, la promotion de la paix et la médiation. Depuis le début du conflit, les jeunes s'impliquent dans la conception de cadres politiques locaux et nationaux pour favoriser l'inclusion des jeunes dans la consolidation de la paix et la reconstruction post-conflit.⁷ De nombreuses organisations de jeunesse, telle que « Bird of Peace »,⁸ s'efforcent d'améliorer le respect des droits de l'homme, la bonne gouvernance, l'état de droit et de renforcer les capacités par le biais de programmes d'éducation à la paix. Certaines organisations de jeunesse en RCA participent déjà à la conception, la planification et la mise en œuvre de programmes et d'activités pour résoudre les conflits et promouvoir la paix. Par exemple, l'ONG Prospérité, est impliquée dans les clubs de paix, le dialogue communautaire et le renforcement des capacités des jeunes. L'ONG Prospérité propose des programmes de renforcement des compétences qui encouragent les jeunes à former leurs communautés et à promouvoir l'éducation à la paix au sein de la population centrafricaine. Les organisations de jeunesse exhortent également les jeunes et les enfants soldats à quitter les groupes rebelles armés. La plupart de ces organisations sont financées par des donateurs étrangers (comme l'Organisation internationale pour les migrations, la MINUSCA, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Fonds des Nations Unies pour la population), tandis que l'Union africaine et la CEEAC vont impliquer ces jeunes acteurs dans la consolidation de la paix (ou augmenter leur implication en termes de ressources). La CEEAC a récemment encouragé la participation des jeunes aux initiatives de consolidation de la paix et de transformation des conflits.

II. TRANSFORMATION DES CONFLITS: L'ACCENT MIS SUR LA JEUNESSE

En décembre 2015, le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a adopté à l'unanimité la Résolution 2250 sur la jeunesse, la paix et la sécurité. Le CSNU a exhorté les Etats membres à envisager la mise en place de mécanismes permettant aux jeunes de participer de manière significative aux processus de paix et au règlement des différends.⁹ Les Etats membres ont également été encouragés à autonomiser les jeunes et à faire participer les acteurs non gouvernementaux à la lutte contre l'extrémisme violent et à la construction d'une paix et d'une sécurité durables. Les jeunes doivent donc faire partie des programmes locaux et nationaux de la jeunesse pour la consolidation et la stabilisation de la paix en RCA et doivent contribuer à la résolution des conflits et à une paix et une stabilité durables.

Dans certains pays africains, un fort engagement des jeunes s'est avéré être un outil important dans la gestion des conflits. En République Démocratique du Congo (RDC), par exemple, la Fondation Chirezi (FOCHI) a créé les tribunaux «Baraza» (réunions pour la résolution des conflits et la médiation dans les communautés locales) pour résoudre les petits conflits et les problèmes fonciers dans les villages. FOCIH est une initiative menée à la base qui propose aux communautés et aux jeunes des interventions en matière de résolution de conflits, de médiation et d'éducation à la paix. La plupart des jeunes formés ont recours au dialogue et à la médiation pour résoudre les conflits dans leurs villages respectifs. Cet exemple montre combien les jeunes peuvent jouer un rôle de premier plan dans la transformation des conflits et la consolidation de la paix en RDC ou en RCA.

Depuis la crise de 2013 en RCA, des milliers de jeunes ont rejoint des groupes rebelles armés et il y a encore des centaines d'enfants liés aux forces armées ou à des groupes armés (CAAFAG). La RCA compte l'un des plus grands nombres de CAAFAG par rapport à sa population. Ils ont participé en tant qu'anciens combattants ou enfants soldats, ou qu'ils aient été touchés en tant que groupe vulnérable. Malgré le fait qu'il n'y ait pas de chiffre officiel permettant de déterminer combien de jeunes ont participé aux violences, les jeunes ont été à la fois auteurs et victimes. On suppose généralement qu'en raison de leur jeune âge, les jeunes sont plus pacifiques. Mais, afin que cela puisse servir d'élément dissuasif, qu'ils aient été manipulés ou pas et contraints de rejoindre des groupes rebelles armés, ils doivent être tenus responsables des atrocités horribles commises pendant le conflit. Des programmes éducatifs destinés aux jeunes doivent être conçus pour conduire le processus de transformation. Une fois que les groupes de jeunes précédemment impliqués dans des conflits violents seront transformés et habilités s'approprier les plans ou les programmes de transformation des conflits destinés aux jeunes, les hostilités et les tensions s'apaiseront et la réhabilitation pourra commencer. Claude Yvon Djimassina du Conseil National de la Jeunesse Centrafricaine (CNJCA ou Conseil National de la Jeunesse d'Afrique Centrale) a observé que les jeunes sont des acteurs clés dans les conflits armés du pays en raison de leur forte présence au sein des groupes rebelles armés (40%), mais ils peuvent également être des acteurs majeurs de la paix. En outre, il a fait valoir que la vulnérabilité des jeunes est due à un système éducatif déstructuré qui a conduit à une forte hausse du taux d'analphabétisme.

Les jeunes de la RCA sont conscients qu'un dialogue inclusif et honnête préparera la voie à une réconciliation nationale durable et ils ont joué un rôle dans la mise en place de comités de paix, de dialogue et de réconciliation dans plusieurs quartiers et districts touchés par les conflits. La plupart de ces comités ont été élargis pour devenir des organisations de jeunes ayant une vision claire des besoins spécifiques locaux en termes de résolution des conflits et de consolidation de la paix. **Emmanuel Koudoubada**, directeur général de l'ONG Vitalité Plus, affirme que son organisation a par exemple organisé plusieurs tables rondes pour diagnostiquer les origines et les causes du conflit et a conçu différents mécanismes de prévention et de transformation des conflits. ***L'ONG Vitalité Plus a mis en place 13 comités de paix dans six villes différentes à travers le pays. Ces comités de paix ont formé plus de 2860 jeunes (1467 filles et 1393 garçons) à l'éducation à la paix et à la***

transformation des conflits. Au total, 3210 jeunes ont été formés à des activités génératrices de revenus (mécanique, menuiserie, électricité, fabrication de briques) avec le soutien financier du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et des ambassades françaises et australiennes. Ces microprojets ont transformé les jeunes en artisans de la paix.

Cependant, de nouvelles mesures doivent être prises pour renforcer la résilience, grâce à des emplois de service volontaire et au mentorat des jeunes pour qu'ils deviennent autonomes, reconstruisent leur vie au sein de leurs communautés et consolident la paix. Il convient de noter qu'il y a aussi plusieurs défis à surmonter pour transformer le conflit en RCA, ce qui implique un système de justice impartial et équitable qui amènera la paix et la réconciliation dans le pays, et un programme d'autonomisation socioéconomique des jeunes qui s'attaquera au défi du chômage des jeunes.

étant donné que l'emploi des jeunes est vital dans la transformation des conflits et qu'il revêt une grande importance pour le gouvernement centrafricain, un programme national de travaux publics à forte intensité de main d'oeuvre (THIMO) a été lancé par le gouvernement et financé par la Banque mondiale. Dans ce programme, les entreprises publiques emploient des jeunes indépendamment de leurs antécédents ou de leur niveau d'études. ***THIMO est devenu un outil important dans la lutte contre la violence et le chômage, et pour l'amélioration de la stabilité et la promotion de la cohésion sociale dans les communautés locales.***

En ce qui concerne les perspectives futures, l'ONG Vitalité Plus affirme que plusieurs activités de formation professionnelle et semi-professionnelle des jeunes doivent être menées par des partenaires (et des emplois doivent être proposés) afin qu'ils puissent participer à une paix durable, à la sécurité des personnes et à la prospérité. La CEEAC, qui est l'un des principaux partenaires régionaux de la RCA, forme des jeunes et des femmes à la médiation, à l'analyse et à la prévention des conflits. Cependant, la participation des jeunes à ces programmes ne suffit pas à favoriser l'intégration des jeunes et à réduire les causes de l'insécurité. Par conséquent, le gouvernement centrafricain et ses partenaires doivent investir davantage dans des programmes de reconstruction post-conflit et de développement qui favorisent la poursuite des efforts de transformation des conflits et de consolidation de la paix et les programmes de développement des jeunes et de renforcement du leadership.

CONSOLIDATION DE LA PAIX

Pour que le processus de consolidation de la paix soit efficace, il doit être transformateur et inclusif, créer un espace pour qu'un plus grand ensemble d'acteurs de la jeunesse puissent participer à la gouvernance et à la réhabilitation post-conflit. La RCA a besoin de la participation et de la volonté politique de toutes les parties prenantes pour consolider ses efforts de paix. Cependant, la volonté politique ne suffira pas à elle seule, car la stabilité du pays nécessite également une injection financière massive pour financer ses programmes de consolidation de la paix et de reconstruction post-conflit. 2,2 milliards de dollars ont été promis lors de la conférence des donateurs en novembre 2016 à Bruxelles, en Belgique, organisée pour collecter des fonds pour le Plan quinquennal national (2017-2021) pour la réhabilitation et la consolidation de la paix en République centrafricaine (RCPCA).

La promotion de l'inclusion des jeunes a été l'un des objectifs transversaux identifiés lors de la conférence des donateurs, car il est essentiel de s'attaquer aux causes de la fragilité, des conflits et de la violence. Le RCPCA a identifié les trois piliers prioritaires à la reconstruction suivants :

- Promouvoir la paix, la sécurité et la réconciliation ;
- Renouveler le contrat social entre l'État et la population ;
- Faciliter la reprise du secteur économique et productif.

Il a été observé que la marginalisation des jeunes compromet la stabilité et la paix, et malgré cela, plusieurs organisations de jeunes n'étaient pas représentées à la conférence des donateurs. Le CNJCA, une organisation de jeunes de la société civile dont les objectifs sont de promouvoir les politiques nationales de la jeunesse et d'encourager les jeunes à renforcer la démocratie participative, a été impliquée dans la rédaction et l'élaboration du RCPCA, mais tous ses représentants n'étaient pas présents à la conférence des bailleurs de fonds.

La conférence aurait pu être une plate-forme pour que les jeunes puissent soulever leurs problèmes fondamentaux et puissent prendre des mesures pour contribuer à l'élaboration de solutions pour la reconstruction, la stabilité et le développement. Mais au lieu de cela, les décisions importantes qui auraient eu un impact sur les jeunes ont été prises sans leur participation.

C'est un revers qui a miné la valeur et les résultats de la conférence. Pourtant, les jeunes de la RCA ont accueilli favorablement le RCPCA et ont remercié les donateurs qui ont généreusement soutenu la RCA. Les jeunes sont toujours prêts à participer au processus de paix et de réconciliation pour atteindre une stabilité durable.

Le RCPCA pourrait être négativement impacté si les jeunes ne s'approprient pas le plan de stabilisation. Ces derniers pourraient ne pas efficacement mettre en œuvre des programmes qu'ils n'ont ni conçus ni planifiés. Cependant, les jeunes ont promis leur soutien au RCPCA et cela pourrait ouvrir la voie à la paix, à la réconciliation, à la démocratie et à la cohésion sociale. **Anthony Fabrice Kette-malet, fondateur de l'organisation « Bird of Peace »**, soutient que la conférence a été un succès et qu'elle va unir les habitants de la RCA.

Le gouvernement centrafricain et ses partenaires pour la consolidation de la paix puissent élargir le plan d'implication des jeunes, doivent soutenir les programmes dirigés par les jeunes et leur fournir des ressources aux niveaux local et national. Ces programmes doivent garantir un accès égal aux vastes ressources du pays via des initiatives telles que l'entrepreneuriat et l'éducation des jeunes.

La transformation socio-économique suppose que le gouvernement centrafricain investisse dans l'éducation, les soins de santé et les possibilités d'emploi. L'UA a exhorté ses Etats membres à investir dans la jeunesse pour qu'ils puissent devenir des partenaires de premier plan pour le développement au niveau continental.

La Charte de la jeunesse de l'UA recommande aux Etats de renforcer les capacités des jeunes et des organisations de jeunesse dans les domaines de la consolidation de la paix, de la prévention des conflits et de la résolution des conflits. Grâce à une éducation de qualité et à la formation professionnelle, les jeunes de la RCA peuvent être formés pour devenir des partenaires clés du gouvernement dans la mise en œuvre des programmes de consolidation de la paix. ***L'ONG Prospérité fait observer que les jeunes doivent être formés aux techniques de médiation et de négociation afin de pouvoir prévenir ou gérer les conflits dans leurs communautés d'origine.*** Le gouvernement doit veiller à ce que les jeunes soient un partenaire incontournable et important pour réaliser une RCA prospère, stable», et construire une paix durable.

Une consolidation efficace de la paix nécessite une participation coordonnée de toutes les parties prenantes, y compris les femmes et les jeunes, dans un pays où la majorité des jeunes ont perdu confiance dans les institutions nationales. C'est principalement pour cette raison que les jeunes sont devenus les auteurs d'activités criminelles. ***De plus, les citoyens centrafricains ont exprimé leur déception quant à la capacité de la MINUSCA à assurer la protection des civils et à garantir la sécurité nationale, suite aux attaques continues de groupes rebelles armés dans différentes villes.*** L'insécurité continue d'être le moteur du déplacement des communautés et est une préoccupation majeure pour plus d'un demi-million de personnes déplacées internes et de réfugiés, en particulier pour les jeunes, qui ont fui leurs foyers vers d'autres régions ou se sont rendus dans les pays voisins. ***La poursuite du conflit en RCA est donc un facteur de déstabilisation potentiel au sein de l'Afrique centrale, car la violence peut s'aggraver au fur et à mesure que les groupes sociaux et politiques poursuivent leurs propres intérêts pour régler leurs litiges. Pour atteindre la stabilité en RCA, l'engagement des jeunes à soutenir les institutions nationales et le plan de consolidation de la paix permettra de transformer positivement le conflit.***

CONCLUSION

La transformation des conflits en RCA sera un processus long, complexe et continu dans lequel toutes les parties prenantes devront être impliquées afin de s'attaquer aux causes profondes du conflit et de transformer la violence en une paix durable. Les jeunes de la RCA doivent être à l'avant-garde de la consolidation de la paix et de la transformation des conflits. En tant qu'acteurs et victimes de la guerre, l'exclusion des jeunes des processus décisionnels est un facteur négatif dans la capacité du pays à sortir du conflit. ***Si les jeunes ne sont pas considérés comme des partenaires de la paix à autonomiser ou dans lesquels investir, l'accent mis par l'UA en 2017 sur l'exploitation du dividende démographique en investissant dans la jeunesse devient un autre slogan vide. Permettre un processus de transformation mené par les jeunes ouvrira la voie à une société pacifique et libre de tout conflit en RCA.***

Différentes composantes de la Jeunesse en République Centrafricaine (La Jeunesse féminine, Les Jeunes handicapés, Les jeunes de la rue, La Jeunesse confessionnelle, La Jeunesse politique).

L'inexistence de la sécurité dans toute la RCA est toujours un obstacle majeur à la consolidation de la paix. Dans certaines régions, la reprise des violences a empêché le rétablissement de l'autorité de l'État et la mise en œuvre de programmes de consolidation de la paix.

Cependant, les jeunes de la RCA ont bon espoir que, s'ils adoptent la paix ou deviennent des agents de l'effort collectif global pour instaurer la paix, la stabilité et le développement peuvent encore être atteints.

Je vous remercie pour votre aimable attention